

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 18/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMURFIT KAPPA FRANCE

26 Chemin du Petit St Jean
26400 Crest

Référence : 20230705-RAP-DAEN0676
Code AIOT : 0010300045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2023 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté 26 Chemin du Petit St Jean 26400 Crest. L'inspection a été annoncée le 24/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- 26 Chemin du Petit St Jean 26400 Crest
- Code AIOT : 0010300045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMURFIT KAPPA est spécialisée dans la fabrication de carton ondulé à partir de papier et de découpe/impression par flexographie/collage de ces cartons. Elle fait partie d'un groupe international. La particularité du site est la petite série avec de nombreux rinçages et changement d'outils.

Elle a été autorisée par arrêté préfectoral le 11/07/2000 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 21/10/2010, 18/10/2017, 12/02/2020 et du 29/06/2021. L'ensemble du site y compris la Zone Nord SNCF a fait l'objet de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect des arrêtés de mise en demeure du 30 septembre 2022 et du 5 janvier 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
4	NCM1_2021 (APMD) – Conformité installations électriques	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 05/01/2022, article 1 ^{er}	Lettre de suite à l'exploitant en rappelant le délai	31/12/23

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	NC3_2021 / NCM1_2022 – Traitement des eaux pluviales du quai Nord	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.5.2 de l'annexe	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
2	NC2_2022 – Respect des VLE – suite CI eau 2021	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 4.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
3	NC1_2022 – Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 29/06/2021, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
5	NC4_2021/ NCM2_2022 – Clôture Zone de quais Nord	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30/09/2022, article 1 ^{er}	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
6	NC5_2021 – Clôture zone SNCF	Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 6.1.1 de l'annexe	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les arrêtés de mise en demeure sont respectés

Les travaux de mise en conformité électrique sont en cours de réalisation, les bons de commande

ont été transmis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC3_2021 / NCM1_2022 – Traitement des eaux pluviales du quai Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 30/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2023
Prescription contrôlée : Article 1 ^{er} de l'arrêté de mise en demeure du 30 septembre 2022 : respecter d'ici le 30/03/2023 l'article 4.5.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 11/07/2000 en respectant les valeurs de concentration en hydrocarbures totaux (10 mg/l).
Constats : L'exploitant a entièrement refait le quai Nord et a installé un séparateur d'hydrocarbures muni d'un obturateur automatique. Les analyses mensuelles du 1 ^{er} trimestre montre que la concentration en hydrocarbures totaux est inférieur à 10 mg/l. L'arrêté de mise en demeure du 30 septembre 2022 est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : NC2_2022 – Respect des VLE – suite CI eau 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, articles 4.4.2 et 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 15/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau. Une convention de rejet fixera les conditions de ce raccordement et définira les effluents autorisés. Les valeurs limites concernent les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- pH;- température;- Couleur;- débit journalier;- débit horaire;- DBO5 – DCO et rapport;- MES;- azote global;- phosphore;- hydrocarbures;- Cr, Cu, Ni et Zn, composés et total;- Pb, Cd, Hg et ses composés;- PCB;- HPA;- indice phénol, phénol et AOX.
Observations : <p>Par courrier du 15/06/2021, l'inspection a demandé un plan d'actions d'ici le 15/08/2021 pour les dépassements en concentration relevés lors du contrôle inopiné du 19/05/2021 sur les paramètres définis à l'article 4.5.2.</p> <p>Pour rappel, les paramètres en dépassements étaient les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• DCO : 3500 mg/L pour 2500 mg/L autorisés• Azote global : 278 mg/L pour 150 mg/L autorisés• Hydrocarbures totaux : 37,52 mg/L pour 10 mg/L autorisés• couleur : 230 pour 100 autorisés• Zinc : 3,3 mg/L pour 0,8 autorisés (flux 30 g/j)• Cuivre : 19,2 mg/L pour 0,15 mg/L autorisés (flux 150 g/j)• Cr+Cu+Ni+Zn : 22,52 mg/L pour 4 mg/L autorisés• rapport DCO/DBO5 : 3,5 pour un maximum autorisé de 3• pH : 5,1 pour un minimum autorisé de 5,5 <p>Lors de la visite du 30 août 2022, les données de l'autosurveillance GIDAF montraient un dépassement pH trop acide en février, mars, avril et mai ainsi qu'un dépassement en concentration en Azote global en mars et juin 2022</p> <p>La fréquence d'autosurveillance trimestrielle pour le Cuivre et ses composés n'était pas respectée conformément à l'article 4.6.1</p> <p>L'exploitant n'avait pas transmis les analyses des micro-polluants .</p>

Constats :

L'exploitant a communiqué la nouvelle convention spéciale de déversement signée et a demandé un alignement de l'arrêté préfectoral d'autorisation sur la convention spéciale de déversement dans sa demande d'augmentation de capacité du 13 avril 2023.

Les analyses des micro-polluants ont été transmises pour 2022 et le 1^{er} trimestre 2023.

Les valeurs pour le cuivre ne sont toujours pas respectées, l'exploitant s'est rapproché d'un laboratoire pour mettre en place les solutions nécessaires. Les dernières mesures sont de 7,7722 g/l.

Un nouvel arrêté préfectoral complémentaire est en cours de rédaction intégrant les nouvelles données de la convention spéciale de déversement et les moyens de réduction pour les métaux lourds et plus particulièrement le cuivre

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : NC1_2022 – Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2023
Prescription contrôlée : <p>2450-A-a (A) : Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante Offset utilisant des rotatives a séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est supérieure à 200 kg/j</p> <p>Nota : pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux</p> <p>Quantité totale de produits consommée = 250 kg/j</p> <p>2445-1 (E) : Transformation du papier, carton dont La capacité de production étant supérieure à 20 t/j</p> <p>Capacité de production = 180 t/j</p> <p>1530-2 (DC) : Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p> <p>Volume susceptible d'être stocké = 18 000 m³</p> <p>1532-2-b (D) : Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p> <p>Volume susceptible d'être stocké : 5 215 m³</p> <p>2910-A-2 (DC) : Combustion, si la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p> <p>1 chaudière à gaz de 5 MW</p>
Constats : <p>L'exploitant a déposé le 13 avril 2023, une demande d'augmentation de capacité au titre des rubriques 2445 et 2450a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le projet d'arrêté préfectoral actant cette modification est en cours de rédaction</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : NCM1_2021 (APMD) – Conformité installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 05/01/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/08/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023
Prescription contrôlée : <p>Article 1 de l'arrêté de mise en demeure : respecter d'ici le 31/12/2023 l'article 6.2.3 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 11/07/2000 en mettant en conformité ses installations électriques.</p> <p>Un rapport justifiant de la levée des écarts relevés le 24/12/2020 et justifiant de la vérification complète des installations électriques devra être transmis à l'inspection de l'environnement.</p>
Constats : <p>Par courriel du 02/07/2021, l'exploitant a transmis un plan d'actions pour la levée des écarts sur les installations électriques. Il indique qu'un investissement conséquent est nécessaire pour refaire la distribution électrique « Quai Sud » et « Quai Nord ». Une demande d'investissement sera faite pour 2023. Les échéances fixées sont au maximum au 31/03/2024.</p> <p>En réponse à ce courrier, l'inspection a demandé à L'exploitant de transmettre un devis signé d'ici le 31/03/2023 pour la réfection de la distribution électrique « Quai Sud » et « Quai Nord ».</p> <p>L'exploitant a transmis les devis signés, les travaux de mise en conformité ont débuté et se poursuivent.</p> <p>Le délai de l'arrêté de mise en demeure n'est pas échu, l'échéance au 31/12/2023 est rappelée dans la lettre de suite de cette visite</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite rappelant le délai
Proposition de délais : 31/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 30/09/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2023
Prescription contrôlée : Arrêté de mise en demeure du 30 septembre 2022 : respecter d'ici le 30/03/2023 l'article 6.1.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 11/07/2000 en mettant en place une clôture au droit du Quai Nord de chargement/déchargement camions
Constats : Le quai Nord a entièrement été rénové, le système de fermeture a été installé. L'arrêté de mise en demeure du 30 septembre 2022 est respecté
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2000, article 6.1.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022
Prescription contrôlée : L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture sera facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.
Constats : Lors de la visite du 30/08/2022, la zone Nord-Est de stockage des palettes (zone SNCF en location) n'est pas clôturée. L'exploitant indique qu'un droit de passage de la SNCF est présent sur ce terrain avec accès à l'ensemble du quai. L'inspection des installations classées avait demandé que cette prescription soit respectée au 31/12/2022 L'exploitant indique des difficultés avec la SNCF, propriétaire du terrain depuis de nombreuses années que ce soit sur la réalisation de travaux ou sur l'achat du terrain. Une barrière de chantier a été installée dans l'attente d'une solution plus pérenne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet